

Secours Populaire Français Fédération des Côtes d'Armor

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Secours Populaire Français - Fédération des Côtes d'Armor

Association

107 rue Jules Ferry 22000 SAINT-BRIEUC

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Secours Populaire Français Fédération des Côtes d'Armor,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Secours Populaire Français - Fédération des Côtes d'Armor** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant de l'annexe des comptes annuels :

- La note 8.1.2.1. « Missions sociales » incluse dans la partie VIII. « Compte de résultat par origine et destination et Compte d'emploi des ressources » qui mentionne que la définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le montant des contributions volontaires en nature figure au pied du compte de résultat et en détail de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches et des moyens mis en œuvre par votre Fédération, décrits dans l'annexe. Les méthodes retenues et les travaux que nous avons entrepris permettent de considérer dans le cadre de notre appréciation que ce montant constitue une approche acceptable des contributions volontaires en nature.
- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons également vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi des ressources décrites dans la note VIII de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le secrétariat départemental.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
NEXIOM AUDIT

Emmanuel CHARRIER



Bilan

Fédération des CÔTES D'ARMOR - FED JR

022 0 00000 000045

Exercice : 2024

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2024	Montant net 2023
Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0,00		0,00	0,00
Immobilisations corporelles	1 234 650,18	568 624,20	666 025,98	703 072,47
Terrains	24 384,70	0,00	24 384,70	24 384,70
Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	488 748,58	325 581,39	163 167,19	178 685,13
Installations techniques, matériel et outillage industriels	64 275,81	52 593,87	11 681,94	17 811,68
Autres immobilisations corporelles:	235 617,38	190 448,94	45 168,44	60 567,25
<i>Installations générales, agencements divers</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Matériel de transport</i>	157 567,23	125 826,49	31 740,74	39 948,58
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	48 102,07	34 895,05	13 207,02	19 980,62
<i>Mobilier</i>	29 948,08	29 727,40	220,68	638,05
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	421 623,71	166 912,00	254 711,71	254 711,71
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	2 900,00	0,00	2 900,00	2 900,00
Autres titres immobilisés	0,00		0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	2 900,00	0,00	2 900,00	2 900,00
I. Actif immobilisé	1 237 550,18	735 536,20	502 013,98	539 060,47
Stocks et en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	138 859,41	0,00	138 859,41	187 042,93
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00		0,00	0,00
Créances clients et comptes rattachés	86 912,07	0,00	86 912,07	118 600,86
Créances reçues par legs ou donations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances (dont produits à recevoir)	51 947,34	0,00	51 947,34	68 442,07
Disponibilités	170 245,29		170 245,29	408 171,88
Valeurs mobilières de placement et FNS	573 253,15	0,00	573 253,15	356 646,08
Charges constatées d'avance	1 045,55		1 045,55	957,91
II. Actif circulant	883 403,40	0,00	883 403,40	952 818,80
III. Ecart de conversion Actif				
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III)	2 120 953,58	735 536,20	1 385 417,38	1 491 879,27



Bilan

Fédération des CÔTES D'ARMOR - FED JR 022 0 00000

000045

Exercice : 2024

En Euros	Année 2024	Année 2023
Fonds propres sans droit de reprise	5 000,00	5 000,00
Fonds propres avec droit de reprise	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Projet associatif et réserves	0,00	0,00
Report à nouveau	359 831,29	554 795,46
Excédent ou déficit de l'exercice	20 700,10	- 194 964,17
Situation nette (sous-total)	385 531,39	364 831,29
Subventions d'investissement	95 221,84	109 515,39
I. Fonds propres	480 753,23	474 346,68
Ecart de combinaison	0,00	0,00
II. Ecart de combinaison	0,00	0,00
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Fonds dédiés	283 371,44	287 842,98
III. Fonds reportés et dédiés	283 371,44	287 842,98
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
IV. Provisions	0,00	0,00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	377 479,54	400 369,03
Emprunts et dettes financières diverses SPF	40 175,28	60 975,22
Emprunts et dettes financières diverses hors SPF	0,00	0,00
Avances et acomptes reçus sur commandes	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 302,55	196 223,78
Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	55 437,75	51 816,41
Dettes sur immobilisations	0,00	0,00
Autres dettes (dont charges à payer)	1 897,59	20 305,17
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
V. Dettes	621 292,71	729 689,61
VI. Ecart de conversion Passif		
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)	1 385 417,38	1 491 879,27



Compte de résultat

Exercice : 2024

Fédération des CÔTES D'ARMOR - FED JR 022 0 00000 000045

En Euros	Année 2024	Année 2023
I- PRODUITS D'ACTIVITE		
Cotisations		
Vente de biens et services	143 831,18	117 180,05
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0,00	0,00
<i>dont parrainages</i>	0,00	0,00
Produits de tiers financeurs	679 949,89	556 853,95
Concours publics et subventions d'exploitation	150 414,00	170 700,00
Ressources liées à la générosité du public	224 129,29	195 460,19
<i>Dons manuels</i>	211 159,29	191 610,19
<i>Mécénats</i>	12 970,00	3 850,00
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0,00	0,00
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0,00	0,00
Contributions financières	305 406,60	190 693,76
Reprises sur provisions et transferts de charges	6 157,99	4 866,24
Utilisations des fonds dédiés	30 368,62	39 681,64
Autres produits	235 152,75	141 107,53
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	16 861,25	16 784,11
<i>Produits d'initiatives</i>	97 669,68	117 039,03
<i>Autres</i>	120 621,82	7 284,39
I - Produits d'activité	1 095 460,43	859 689,41
II- CHARGES D'ACTIVITE		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Achats de marchandises, matériels et fournitures	258 130,46	219 087,43
Variations de stock	0,00	0,00
Autres achats	84 638,74	46 087,79
Services extérieurs	77 123,69	78 195,28
Autres services extérieurs	107 473,62	77 466,40
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	175 838,46	94 909,95
Impôts, taxes et versements assimilés	9 275,97	9 058,36
Salaires et traitements	238 493,02	222 446,87
Charges sociales	62 617,88	61 117,67
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	39 098,49	204 261,82
<i>- sur immobilisations</i>	39 098,49	37 349,82
<i>- sur immobilisations destinées à être cédées</i>	0,00	0,00
<i>- sur actif circulant</i>	0,00	0,00
<i>- pour risques et charges</i>	0,00	166 912,00
Autres charges	23 032,30	23 740,49
Reports en fonds dédiés	25 897,08	41 168,31
II - Charges d'activité	1 101 619,71	1 077 540,37
Résultat d'activité	- 6 159,28	- 217 850,96
III- PRODUITS FINANCIERS		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	17 844,06	6 417,32
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0,00	0,00
Différences positives de change	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
III - Produits financiers	17 844,06	6 417,32

IV- CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	3 114,74	1 865,26
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
IV - Charges financières	3 114,74	1 865,26
Résultat Financier	14 729,32	4 552,06
V- PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	128,00	5 487,37
Produits exceptionnels sur opérations en capital	14 293,55	12 850,38
Reprises sur provisions et transferts de charges	0,00	0,00
V - Produits exceptionnels	14 421,55	18 337,75
VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 291,49	3,02
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0,00	0,00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0,00	0,00
VI - Charges exceptionnelles	2 291,49	3,02
Résultat Exceptionnel	12 130,06	18 334,73
VII - Ecart de combinaison	0,00	0,00
VII - Ecart de combinaison	0,00	0,00
Résultat Combinaison	0,00	0,00
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)	1 127 726,04	884 444,48
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	1 107 025,94	1 079 408,65
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	20 700,10	- 194 964,17
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	659 112,03	563 746,50
Prestations en nature	118 858,76	187 152,95
Dons en nature	2 540 631,75	2 034 302,63
Total	3 318 602,54	2 785 202,08
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	659 112,03	563 746,50
Prestations en nature	118 858,76	187 152,95
Secours en nature	2 540 631,75	2 034 302,63
Total	3 318 602,54	2 785 202,08



SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
Fédération des CÔTES D'ARMOR

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024
MONTANTS EXPRIMES EN EUROS



SOMMAIRE

I. Présentation de l'Association	5
Objet social de l'entité et périmètre des missions sociales	5
Moyens mis en oeuvre	5
II. Faits majeurs de l'exercice	7
III. Principes, règles et méthodes comptables	8
Présentation des comptes	8
Méthode générale	8
Changement de méthode d'évaluation et de présentation	8
Durée de l'exercice et date de clôture	8
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	8
Méthodes d'évaluation et de dépréciation des stocks et des créances	10
Stocks liés à l'achat de produits alimentaire financé par des dotations financières	10
Subventions d'investissements	10
Fonds reportés sur legs et donations	11
Fonds dédiés : Opérations partiellement exécutées à la clôture de l'exercice	11
Provisions pour risques et charges	11
Indemnités de départ à la retraite (I.D.R)	11
Compte d'emplois des ressources	12
Evénements postérieurs à la clôture	12
IV. Informations complémentaires	13
Rémunération des dirigeants	13
Honoraires des commissaires aux comptes	13
Engagements hors bilan	13
V. Informations relatives au bilan	16
Actif	16
Passif	20
VI. Informations relatives au compte de résultat	24
Ventilation par nature des produits d'activités	24
Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice 2024	25
Effectif	26
Résultat exceptionnel	26
VII. Autres informations	27
Contributions volontaires en nature	27



VIII. Compte de résultat par origine et destination (CROD) et Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) 29

Compte de Résultat par origine et destination (CROD) 33

Compte d'emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) 36



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

*Montants exprimés en euros
Exercice clos au 31 décembre 2024*

I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

Fédération des CÔTES D'ARMOR

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.



Les antennes : 8

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

Les comités : 15

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

Les donateurs : 1757

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 1091

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, plus de 81 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 8

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.

II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2024 a été fortement impacté par :

Le poste de préparateur de commande et responsable de l'entrepôt départemental a connu un changement de salarié.

Le repas de la solidarité n'a pas pu se tenir en 2024 car la recherche de la salle n'a pas été faite dans les temps.

Décision a été prise de participer au projet à l'international proposé par l'association AFAS du Pérou. Les fonds seront versés en 2025. Il y a des fonds dédiés à hauteur de 11 875.90 €. Le projet est la production de légumes et de fruits sous serre et élevage dans le cadre de la sécurité alimentaire du binôme mère-enfant.

Un véhicule n'a pas passé le contrôle technique. Il faudra le remplacer. Ce véhicule servait à la collecte quotidienne auprès des GMS pour l'antenne de Saint-Brieuc et pour des livraisons dans les autres structures également.

Les dons financiers ont continué d'augmenter malgré la conjoncture économique moins favorable (+ 28 669.10 €).

Litige siège et entrepôt départemental :

En mars 2022, l'association a signé l'acte d'achat d'un bâtiment destiné à devenir son futur siège départemental, jouxtant l'entrepôt départemental existant. Toutefois, des dysfonctionnements ont été identifiés : le maître d'œuvre n'a pas réalisé les travaux conformément aux avances qui lui avaient été versées, et de nombreuses malfaçons et vices de construction ont été constatés. Ce litige a entraîné un important retard dans l'aménagement, initialement prévu pour mars 2023.

En juin 2023, un huissier a été sollicité pour dresser un constat. Une avocate a également été mandatée pour défendre les intérêts de l'association. Le tribunal judiciaire de Saint-Brieuc a été saisi, et une ordonnance de référé rendue le 1er février 2024 a ordonné la désignation d'un expert judiciaire. Ce dernier s'est rendu sur site le 13 mai 2024 et a transmis un compte-rendu de cette réunion le 20 mai 2024. Il ressort de ces constats que la Fédération a trop payé par rapport à l'avancement réel des travaux et que le reste des travaux à exécuter devra être majoré de tous les désordres induits par l'absence de coordination et les dégâts en résultants. Par ordonnance de référé, le juge du Tribunal de Saint-Brieuc a inclus l'entreprise HER (qui a fourni les pompes à chaleur) dans la procédure. Une réunion sur place a eu lieu le 24 février 2025.

Au vu de la situation, et conformément à l'estimation du risque, une dépréciation avait été comptabilisée dans les comptes 2023 et elle a été maintenue dans les comptes 2024 au regard du rapport de l'expert. Cette dépréciation s'élève à 166 912 €, soit 50 % du montant total des avances versées au maître d'œuvre.

III. PRINCIPE, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- ♦ Le bilan,
- ♦ Le compte de résultat,
- ♦ L'annexe des comptes.

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général. Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et notamment les règlements ANC 2014-03 et ANC 2018-06 (précisés et amendés par les règlements 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le SPF dispose, pour la production de ses comptes annuels, de son propre plan comptable et de règles de gestion validées par son conseil d'administration applicable à l'ensemble de l'Union ; en respect des réglementations en vigueur.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Néant

DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financières obtenues à titre onéreux sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les frais d'acquisition d'une immobilisation (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires et frais d'acte) sont portés à l'actif du bilan en majoration du coût d'acquisition de l'immobilisation à laquelle ils se rapportent.

Les immobilisations obtenues à titre gracieux sont enregistrées selon la valeur vénale du bien correspondant à la valeur qui aurait été acquittée dans des conditions normales de marché.

Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Electricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Etanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

Dépréciation des immobilisations :

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non-recouvrement.

METHODES D'EVALUATION ET DE DEPRECIATION DES STOCKS ET DES CREANCES

Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

LES STOCKS LIES A L'ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES FINANCE PAR DES DOTATIONS FINANCIERES

Le Conseil d'Administration du 17 février 2024 a adopté une décision de gestion pour l'ensemble des structures du Secours populaire français concernant la méthode de comptabilisation de ces stocks non distribués à la clôture de l'exercice:

- Ne pas constater les écritures de variation de stocks,
- Ne constater des fonds dédiés que dans le cas où la dotation versée par l'Association Nationale n'est pas entièrement consommée à la clôture de l'exercice,
- De procéder à un recensement des produits non distribués à la clôture de l'exercice et d'indiquer dans l'annexe des comptes la valorisation du stock non distribué au 31/12/2024 dans la rubrique engagements hors bilan.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment)

Les règles de gestion applicables depuis le 1er janvier 2020 concernant les amortissements sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

FONDS REPORTES SUR LES LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.

FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a reprecisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association. Ainsi, les fonds collectés lors des campagnes « Pauvreté Précarité » et « Pères Noël verts » ne font plus l'objet de fonds dédiés étant donné que ces appels aux dons se confondent avec l'objet social de l'association.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.



COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Le taux appliqué pour notre structure est de 8%.

Pour 2024, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement reposent sur les postes suivants :

Dons de particuliers

Mécénat

Legs, donations et assurances-vies

Subventions

Contributions financières des fondations et associations

Autres ressources

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Démission de la trésorière départementale le 11 février 2025 et élection d'un nouveau trésorier le 10 avril 2025.

Permutation du Secrétaire général de la fédération et du Secrétaire général adjoint.

IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles s'est élevé à 0 € en 2024, la Secrétaire Générale et la Trésorière départementale.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2024 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 91 962,34 €.

HONORAIRES DES COMMISAIRES AUX COMPTES

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2024 s'élèvent à 5 850,60 €.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,38%
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 4 604,40 €.

4.3.2 Crédit-bail

Néant

Retraitements de crédits-baux

	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres	Total
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs					
- exercice					
sous-total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Redevances restant à payer					
- à un an au plus					
- à cinq ans au plus					
sous-total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur résiduelle					
- à un an au plus					
- à plus d'1 an et 5 ans au plus					
- à plus de cinq ans					
sous-total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Montant pris en charge dans l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

4.3.3 Legs, donations et assurances-vie

Néant



4.3.4 Stocks de produits achetés avec une dotation et non distribués à la clôture

Dans le cadre de la dotation nationale Mieux Manger Pour Tous Lots (MMPT), les produits achetés en 2024 et non distribués aux personnes accueillies à la clôture de l'exercice représentent 103 790.16 €.

V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Les mouvements des immobilisations et des amortissements,
 - ✓ L'état des stocks au 31/12/2024,
 - ✓ L'état des créances au 31/12/2024,
 - ✓ Les variations des dépréciations,
 - ✓ Les produits à recevoir,
 - ✓ Les mouvements de trésorerie,
 - ✓ Le détail des charges constatées d'avance.

Les mouvements des immobilisations :

En €uros	Valeur brute au 01/01/2024	Acquisitions et créations en 2024	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2024	Valeur brute au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles (I)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (II)				
Terrains	24 384,70	0,00	0,00	24 384,70
Agencements et aménagements de terrain	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	488 748,58	0,00	0,00	488 748,58
Installations techniques, matériel et outillage industriel	64 275,81	0,00	0,00	64 275,81
Autres immobilisations corporelles:	233 565,38	2 052,00	0,00	235 617,38
<i>Installations générales, agencements divers</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Matériel de transport</i>	155 515,23	2 052,00	0,00	157 567,23
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	48 102,07	0,00	0,00	48 102,07
<i>Mobilier</i>	29 948,08	0,00	0,00	29 948,08
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	421 623,71	0,00	0,00	421 623,71
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (II)	1 232 598,18	2 052,00	0,00	1 234 650,18
Immobilisations financières (III)				
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	2 900,00	0,00	0,00	2 900,00
Immobilisations financières (III)	2 900,00	0,00	0,00	2 900,00
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 235 498,18	2 052,00	0,00	1 237 550,18

Les mouvements des amortissements :

En €uros	Montant en début d'exercice 2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice 2024
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Amortissements des immobilisations incorporelles (I)	0,00	0,00	0,00	0,00
Agencements et aménagements de terrain	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	310 063,45	15 517,94	0,00	325 581,39
Installations techniques, matériel et outillage industriel	46 464,13	6 129,74	0,00	52 593,87
Autres immobilisations corporelles:	172 998,13	17 450,81	0,00	190 448,94
<i>Installations générales, agencements divers</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Matériel de transport</i>	115 566,65	10 259,84	0,00	125 826,49
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	28 121,45	6 773,60	0,00	34 895,05
<i>Mobilier</i>	29 310,03	417,37	0,00	29 727,40
Amortissements des immobilisations corporelles (II)	529 525,71	39 098,49	0,00	568 624,20
TOTAL GENERAL (I+II)	529 525,71	39 098,49	0,00	568 624,20

L'état des stocks au 31/12/2024 :

En €uros	Stocks au 01/01/2024	Reprise de stocks au 31/12/2024	Nouveaux stocks au 31/12/2024	Stocks au 31/12/2024
Stocks des autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks des marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

L'état des créances au 31/12/2024 :

En euros	Année 2024
ACTIF IMMOBILISE	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	421 623,71
Participations	0,00
Autres titres immobilisés	2 900,00
Prêts	0,00
ACTIF CIRCULANT	
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00
Créances clients et comptes rattachés	86 912,07
Autres créances:	51 947,34
<i>Personnel</i>	0,00
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	4 221,53
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	0,00
<i>Autres</i>	47 725,81
Créances reçues par legs ou donations	0,00
Charges constatées d'avance	1 045,55
TOTAL	564 428,67

Les variations des dépréciations :

En euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Dépréciations des immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes clients	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

Les produits à recevoir :

En €uros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Avances et acomptes versés sur commande	0,00
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	0,00
Autres créances:	46,53
<i>Personnel</i>	0,00
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	46,53
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	0,00
<i>Autres</i>	0,00
Produits à recevoir	5 133,20
TOTAL	5 179,73

Les mouvements de trésorerie :

En €uros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	356 646,08	573 253,15
<i>Placements divers</i>	80 072,44	82 474,61
<i>OPCVM</i>	0,00	0,00
Fonds National de Solidarité	276 573,64	490 778,54
Comptes courants	401 044,72	164 484,95
Caisses	7 127,16	5 760,34
TOTAL	764 817,96	743 498,44

Le détail des charges constatées d'avance :

En €uros	Année 2024
Exploitation courante	1 045,55
Données financières	0,00
Données exceptionnelles	0,00
TOTAL	1 045,55



5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

Néant

5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

Néant

PASSIF

Se reporter aux tableaux en pages suivantes concernant :

- ✓ Le tableau de variation des fonds propres (cf 5.2.1)
- ✓ La variations des provisions,
- ✓ L'état des emprunts et des dettes financières,
- ✓ L'état des dettes à la clôture,
- ✓ Le détail des charges à payer
- ✓ Le détail des produits constatés d'avance.

La variation des provisions :

En euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

L'état des emprunts et des dettes financières :

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2024	Remboursement au cours de l'année	Nouvel emprunt au cours de l'année	Capital restant dû au 31/12/2024
Emprunts auprès des établissements de crédit:	400 369,03	25 514,81	259,27	375 113,49
<i>Emprunts</i>	400 000,00	25 145,78	0,00	374 854,22
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	369,03	369,03	259,27	259,27
Emprunts auprès de structures SPF	60 975,22	20 799,94	0,00	40 175,28
TOTAL	461 344,25	46 314,75	259,27	415 288,77

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2024	Capital restant dû au 31/12/2024
<i>Compte courant au passif</i>	0,00	- 2 366,05
<i>Dépôts et cautionnements reçus</i>	0,00	0,00
TOTAL	0,00	- 2 366,05

L'état des dettes à la clôture :

En Euros	Montants au 31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:	377 479,54
<i>Emprunts</i>	374 854,22
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	259,27
<i>Dettes financières</i>	2 366,05
Emprunts auprès des structures SPF	40 175,28
Avances et acomptes reçus sur commandes	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 302,55
Dettes fiscales et sociales:	55 437,75
<i>Personnel</i>	28 262,96
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	26 624,62
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	550,17
Dettes sur immobilisations	0,00
Autres dettes	1 897,59
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL	621 292,71

Le détail des charges à payer :



En euros	Montants au 31/12/2024
Intérêts courus sur emprunts	259,27
Avances et acomptes reçus sur commande	0,00
Fournisseurs - Factures non parvenues	9 801,65
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer):	36 282,60
<i>Personnel</i>	28 262,96
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	8 019,64
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	0,00
Charges à payer	0,00
Créditeurs divers	1 602,27
TOTAL	47 945,79

Le détail des produits constatés d'avance :

En euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Exploitation courante	0,00
Données financières	0,00
Données exceptionnelles	0,00
TOTAL	0,00

5.2.1 Variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres								
En €uros	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
Fonds propres avec droit de reprise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart de réévaluation	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Report à nouveau	554 795,46	194 964,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359 831,29
Excédent ou déficit de l'exercice	194 964,17	194 964,17	0,00	20 700,10	0,00	0,00	0,00	20 700,10
Situation nette	364 831,29	0,00	0,00	20 700,10	0,00	0,00	0,00	385 531,39
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	109 515,39			-14 293,55		0,00		95 221,84
Provisions réglementées								
TOTAL	474 346,68	0,00	0,00	6 406,55	0,00	0,00	0,00	480 753,23

5.2.2 Fonds dédiés et reportés

En €uros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00	0,00	0,00
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	52 927,89	6 955,60	21 785,06	38 098,43
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la GP	234 915,09	18 941,48	8 583,56	245 273,01
TOTAL	287 842,98	25 897,08	30 368,62	283 371,44

VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

Se reporter aux tableaux en page suivante concernant :

- ✓ L'évolution des produits d'activités,
- ✓ Le détail de la rubrique "legs, donations et assurances-vie",
- ✓ Le détail des rubriques "subventions d'investissement" et " subventions d'exploitation".

L'évolution des produits d'activités :

En €uros	Exercice 2024	Exercice 2023
Vente de biens et services	143 831,18	117 180,05
Concours publics et subventions d'exploitations	150 414,00	170 700,00
Dons manuels	211 159,29	191 610,19
Mécénats	12 970,00	3 850,00
Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00
Autres produits liés à la GP	0,00	0,00
Contributions financières	305 406,60	190 693,76
Reprises sur provision et transferts de charges	6 157,99	4 866,24
Utilisations des fonds dédiés	30 368,62	39 681,64
Participations des destinataires de la solidarité	16 861,25	16 784,11
Produits d'initiatives	97 669,68	117 039,03
Autres produits	120 621,82	7 284,39
TOTAL	1 095 460,43	859 689,41

Le détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » :

En €uros	Montant
PRODUITS :	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	0,00
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	0,00
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00
CHARGES :	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00
Réport en fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00
TOTAL	0,00

Le détail des rubriques « subventions d'investissement » et « subventions d'exploitation » :

En €uros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	0,00
Subventions internationales	0,00
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0,00
Subventions régionales	0,00
Subventions départementales	97 500,00
Subventions communales	13 518,00
Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	9 700,00
Subventions Publiques Diverses	0,00
Subventions emplois aidés	29 696,00
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0,00
TOTAL	150 414,00

ETAT SEPARÉ DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER POUR L'EXERCICE 2024

(VERSION SYNTHETIQUE)

Le règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 (modifiant le règlement ANC n°2018-06) issu de la transposition des nouvelles obligations comptables de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République prévoit la tenue d'un état séparé des avantages et ressources provenant :

- d'un Etat Etranger
- d'une personne morale étrangère
- d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie ou
- d'une personne physique non-résidente en France

L'état présenté ci-après correspond aux dons financiers ou matériels 2024 dont le donateur (personne physique ou morale) a une adresse postale à l'étranger référencée dans notre outil CRM.

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Canada	120,00€

EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2024 est de 8.

Catégorie	Effectif au 31/12/2024
Employé	7
Agent de maîtrise	0
Cadre	1

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel des comptes 2024 - solde des produits exceptionnels (sous classe distincte des produits) et des charges exceptionnelles (classe distincte des charges) est principalement issu :

En €uros	Montant en fin d'exercice au 31.12.2024
Produits	14 421,55
Produits d'éléments d'actifs cédés	0,00
Quote part de subvention d'investissement virée au compte de résulta	14 293,55
Autres produits de gestion sur exercices antérieurs	121,21
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6,79
Transfert de charges exceptionnelles	0,00
Charges	- 2 291,49
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	0,00
Autres charges de gestion concernant des exercices antérieurs	0,00
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	0,00
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	- 2 291,49
Tableau Résultat exceptionnel	12 130,06

VII. AUTRES INFORMATIONS

CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- ♦ Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- ♦ Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- ♦ Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- ♦ Bénévolat.

Dons en nature et prestations gratuites :

- ♦ La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- ♦ Les dons en nature :
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :
*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.
*Dans l'annexe de ses comptes pour ce qui concerne les biens d'occasion. Leur nature pourra être décrite et si l'information est disponible, la quantité pourra être affichée. Ces biens concourent à la solidarité que mettent en œuvre les bénévoles de la fédération pour soutenir les personnes accueillies.

Estimation des dons en nature usagés

Dons et nature d'occasion	Pièces	Kg
Habillement d'occasion	13381	0
Couchages d'occasion	2039	0
Electroménagers d'occasion-Meubles d'occasions	0	0
Vaisselle d'occasion	0	0
Education	0	0
Santé	0	0
Jouets d'occasion	0	0
Loisirs	0	0
Heures d'instances	147 Heures	



Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 19,77 € pour 2024.

Concernant les familles de vacances, à compter de l'exercice 2024, sur proposition de la Commission Financière Nationale, le Secrétariat National du 12 novembre 2024 a entériné la décision qu'une journée en familles de vacances sera valorisée au SMIC chargé x 8 heures. Auparavant, les familles de vacances étaient valorisées au taux horaire d'une assistante maternelle.

Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2024, le volume horaire a été évalué à 147 heures.

VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

FED JR 022 0 00000 000045	Fédération des CÔTES D'ARMOR		2024	
CROD				
A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-PRODUITS LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	211 159,29	211 159,29	191 610,19	191 610,19
- Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00	0,00	0,00
- Mécénat	12 970,00	12 970,00	3 850,00	3 850,00
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	120 621,82	120 621,82	7 284,39	7 284,39
2-PRODUITS NON LIÉS A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations statutaires	110 530,64		76 594,48	
2.2 Parrainage des entreprises	0,00		0,00	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	194 875,96		114 099,28	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	282 492,16		267 774,12	
3-SUBVENTIONS	164 707,55		183 550,38	
4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00
5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	30 368,62	8 583,56	39 681,64	8 477,14
TOTAL	1 127 726,04	353 334,67	884 444,48	211 221,72
CHARGES PAR DESTINATION				
1-MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	789 311,66	323 380,48	682 341,18	187 613,30
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	121 421,82	6 115,06	17 485,00	1 042,86
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	0,00	0,00	0,00	0,00



- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	12 181,64	4 897,65	28 403,56	8 703,92
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	16 446,40	0,00	29 395,30	0,00
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	14 200,67	0,00	11 667,16	0,00
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	127 566,67	0,00	102 036,14	0,00
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00	0,00	166 912,00	0,00
5-IMPOT SUR LES BENEFICES				
6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	25 897,08	18 941,48	41 168,31	13 861,64
TOTAL	1 107 025,94	353 334,67	1 079 408,65	211 221,72
EXCEDENT OU DEFICIT	20 700,10	0,00	-194 964,17	0,00

	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
- Bénévolat	659 112,03	659 112,03	563 746,50	563 746,50
- Prestations en nature	103 522,76	103 522,76	173 465,28	173 465,28
- Dons en nature	2 364 046,79	2 364 046,79	1 725 070,09	1 725 070,09
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	2 986,81		8 319,17	
3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
- Prestations en nature	15 336,00		13 687,68	
- Dons en nature	173 598,15		300 913,33	
TOTAL	3 318 602,54	3 126 681,58	2 785 202,05	2 462 281,87
CHARGES PAR DESTINATION				
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
- Réalisées en France	3 168 156,19	3 006 483,66	2 576 537,98	2 317 177,66
- Réalisées à l'étranger	10 755,48	8 593,00	34 558,18	24 031,63
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	27 059,07	21 618,63	49 960,07	34 742,05
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	112 631,81	89 986,30	124 145,82	86 330,54
TOTAL	3 318 602,55	3 126 681,59	2 785 202,05	2 462 281,88

CER

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES			1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0,00	0,00
- Actions réalisées par l'organisme	323 380,48	187 613,30	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	6 115,06	1 042,86	- Dons manuels	211 159,29	191 610,19
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00
- Actions réalisées par l'organisme	0,00	0,00	- Mécénat	12 970,00	3 850,00
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	4 897,65	8 703,92	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	120 621,82	7 284,39
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0,00	0,00			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0,00	0,00			
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00			
TOTAL DES EMPLOIS	334 393,19	197 360,08	TOTAL DES RESSOURCES	344 751,11	202 744,58
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00	0,00	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0,00	0,00
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	18 941,48	13 861,64	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	8 583,56	8 477,14
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0,00	0,00	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0,00	0,00
TOTAL	353 334,67	211 221,72	TOTAL	353 334,67	211 221,72
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0,00	0,00
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0,00	0,00
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	-	-
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	-	-



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
- Réalisées en France	3 006 483,66	2 317 177,66	- Bénévolat	659 112,03	563 746,50
- Réalisées à l'étranger	8 593,00	24 031,63	- Prestations en nature	103 522,76	173 465,28
			- Dons en nature	2 364 046,79	1 725 070,09
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	21 618,63	34 742,05			
3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	89 986,30	86 330,54			
TOTAL	3 126 681,59	2 462 281,88	TOTAL	3 126 681,58	2 462 281,87

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	234 915,09	229 530,59
(-) Utilisation	8 583,56	8 477,14
(+) Report	18 941,48	13 861,64
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	245 273,01	234 915,09

Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2024 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1. Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.

8.1.1 Les produits par origine

8.1.1.1 Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- ♦ Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- ♦ Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- ♦ Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.

L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- ♦ Les missions sociales,
- ♦ Les frais de recherche de fonds,
- ♦ Les frais de fonctionnement.

8.1.1.2 Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- ♦ *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- ♦ *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- ♦ *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- ♦ *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

8.1.1.3 Les produits non liés à la générosité du public se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

8.1.1.4 Les subventions et concours publics comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

8.1.1.5 Les reprises sur provisions et dépréciations regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

8.1.1.6 Les utilisations de fonds dédiés antérieurs correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et non encore dépensées au 31/12/2023. Pour le détail des sommes utilisées en 2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

8.1.2. Les charges par destination

8.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale du 20 février 2021 :

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

- ♦ Coûts des missions sociales :
 - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
 - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

8.1.2.2. Frais de recherche de fonds

Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ recherche et gestion des legs,
- ♦ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ frais de recherche de subventions publiques.



8.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ administration générale,
- ♦ communication.

8.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.

8.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2024 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2024 et non encore dépensées au 31/12/2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1.

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Le CER affiche un déficit de 0 € sur 2024 pour les seuls fonds liés à la générosité du public.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »). Celui-ci s'élève pour la fédération à 0 €.

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant le déficit de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année.

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2024 de la fédération s'élève ainsi à 0 €, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.

